

Retour aux fondamentaux

LE NOUVEL ECONOMISTE 10/04/13

Une mise en ordre du "continuum pénal" s'impose à l'Etat, qui doit reprendre en main son appareil de sécurité.

Lors d'un début de cycle, début 2013 donc, retour aux fondamentaux, vitaux pour pouvoir bâtir sur un socle solide.

En matière de sécurité, les Français vivent encore dans un Etat-nation, communauté de destins dont l'objet même est d'assurer qu'un territoire (ici, la France) vit "respecté à l'extérieur, en paix à l'intérieur", selon la brillante formule de Raymond Aron. Telle est la mission fondamentale, la raison d'être de cette lourde et coûteuse machine. Qui ne fut pas fondée pour fixer la date des soldes ou le salaire de nuit des infirmières, mais pour que ceux qui l'entretiennent et parfois meurent pour elle - vivent sans crainte de l'étranger, ni du chaos intérieur.

Mondialisation, libéralisme, Union européenne : de gré ou de force, l'Etat-nation européen évolue - plutôt dans la bousculade et sous la contrainte. Mutant cahin-caha en Etat-marché, l'Etat-nation hérite ainsi d'une contrainte nouvelle et transversale, nationale et internationale à la fois : assurer la fluidité optimale des flux humains, marchands, financiers, traversant son espace.

A cet effet, l'appareil d'Etat doit maîtriser quelques cruciales capacités : prévoir, comprendre, déceler (c'est-à-dire, en fin de compte : nommer), puis prévenir ou sanctionner (ce qui dans un Etat de droit signifie : juger). Ceci rappelé, venons-en à notre prévision criminologique, concernant la sécurité intérieure.

Dans la France du début 2013, cette sécurité intérieure est mauvaise - et tout montre hélas qu'elle ne saurait s'améliorer bientôt, sans une profonde révision des doctrines et pratiques du présent gouvernement. Au-delà de toute chicane sur la valeur des chiffres, leur mode de collecte, etc. - même grossiers et flous, ceux-ci montrent une indéniable augmentation des violences physiques, vols et fraudes diverses. Et puisqu'on parle désormais de sécurité des flux, une explosion des vols et actes violents commis sur le réseau ferré et sur ceux des autobus.

Cambriolages en rafale, rapines et petits braquages en série : depuis 2011, la France périurbaine et rurale est mise au pillage systématique ; même la cam-

pagne profonde n'y échappe désormais plus.

La police, la gendarmerie sont-elles fautives ? Ont-elles démissionné ? Non. Nos forces de l'ordre sont efficaces et affûtées - preuve : l'importance des interpellations et affaires résolues. Mais à elles seules, ces forces ne suffisent pas : la sécurité intérieure d'un Etat moderne forme un continuum débutant par une décision politique et continuant par le renseignement, puis par l'action policière de terrain. Viennent ensuite la justice, et enfin, le travail social ou le pénitentiaire. Ces divers éléments sont les régiments d'une armée : leur entente, leur coordination, sont cruciaux pour gagner la bataille. Or, depuis 2012, cette armée-là est désunie, on y tire à hue et à dia - pire, on y entend parfois que tout va bien et qu'il

Le "politiquement correct" interdit de nommer le problème ou l'adversaire. En médecine, ne pas nommer une maladie grave condamne le patient ; en stratégie, ne pas nommer la menace condamne celui qui est attaqué.

n'y a pas lieu de se battre.

Pourquoi ? Reprenons nos deux termes cruciaux. **Nommer** : formidable est le pouvoir la nomination : "Le nom fait faire connaissance... Nommer dévoile... Par la vertu de l'exhibition, les noms attestent leur souveraineté magistrale sur les choses" (Martin Heidegger). Or le "politiquement correct" interdit de nommer le problème ou l'adversaire. En médecine, ne pas nommer une maladie grave condamne le patient ; en stratégie, ne pas nommer la menace condamne celui qui est attaqué. Refouler toute nomination aveugle l'Etat en lui interdisant la prévision ; met en péril ceux qui le servent, les empêche *in fine* d'accomplir leurs missions. Car le plus vite, le plus précisément possible le fauteur de violence est nommé et désigné - donc le diagnostic fait -, le plus tôt et le plus chirurgicalement possible ce malfaiteur est interpellé, le mieux cela vaut - et c'est justement cette voie que le "politiquement correct" condamne.

Observons maintenant la criminalité qui ravage la France : vols à la tire, explosion ; vols en bande orga-

nisée dans les résidences principales et secondaires, explosion ; vols par effraction dans les commerces, explosion. De partout, villes, syndicats de transports et de commerçants crient à la "suractivité de la délinquance roumaine et bulgare".

Mais là, des dirigeants politiques prosternés devant les Tartuffes médiatiques, étouffés par le politiquement correct et l'idéologie gnan-gnan-abbé-Pierre, s'interdisent de nommer, désigner, dire.

Ils ne peuvent publiquement révéler qu'il ne s'agit en rien de "Roumains" ou de "Bulgares" en général - qui vivent en Roumanie et en Bulgarie - mais de clans nomades criminalisés issus de l'Europe du Sud-Est, dont les infractions précitées constituent la très exacte signature prédatrice. Comment conduire un appareil de l'Etat en lui désignant sa mission, ses "clients", par des euphémismes de précieuses ridicules, ou des finasseries sémantiques ? C'est bien sûr impossible. Et voilà les forces de l'ordre déjà paralysées, avant même d'avoir pu agir.

Juger : c'est à l'évidence la mission de la justice. Or en France, sous l'impulsion d'une garde des Sceaux enivrée de "culture de l'excuse", la justice part en vrille. Là aussi les plaintes affluent, citons celles de la RATP : "De nombreuses affaires transmises à la justice parisienne sont restées en jachère." Et tandis que des délinquants, voire des criminels, ressortent hilares de tribunaux impotents, la ministre nourrit le rêve pathétique de mettre à des racailles des bracelets électroniques que ceux-ci exhibent ensuite fièrement ; voire de taxer des bandits nomades, ou planqués dans des coupe-gorge où, depuis belle lurette, nul ne paie plus impôts, ni taxes, ni loyers. Une mise en ordre du "continuum pénal" s'impose donc à l'Etat, qui doit reprendre en main son appareil de sécurité. Contraindre aussi la DCRI à s'intéresser aux vraies menaces, non aux lubies de son goût. Bref : il doit gouverner. S'il ne le fait pas, et vite, 2013 sera, en termes de sécurité, un *annus horribilis* par excellence.

XAVIER RAUFER

Un Etat moderne forme un continuum débutant par une décision politique et continuant par le renseignement, puis par l'action policière de terrain. Viennent ensuite la justice, et enfin, le travail social ou le pénitentiaire. Ces divers éléments sont les régiments d'une armée : leur entente, leur coordination, sont cruciaux pour gagner la bataille.